

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LE GRAND LABORATOIRE DE LA DÉCONSTRUCTION

Infiltrées par les syndicats d'étudiants, noyautées par des groupuscules « indigénistes », paralysées par la lâcheté de la hiérarchie de l'enseignement supérieur, les facultés et certaines grandes écoles sont aujourd'hui le théâtre d'un bras de fer idéologique. Les pressions et menaces y sont fréquentes et tous les coups semblent permis.

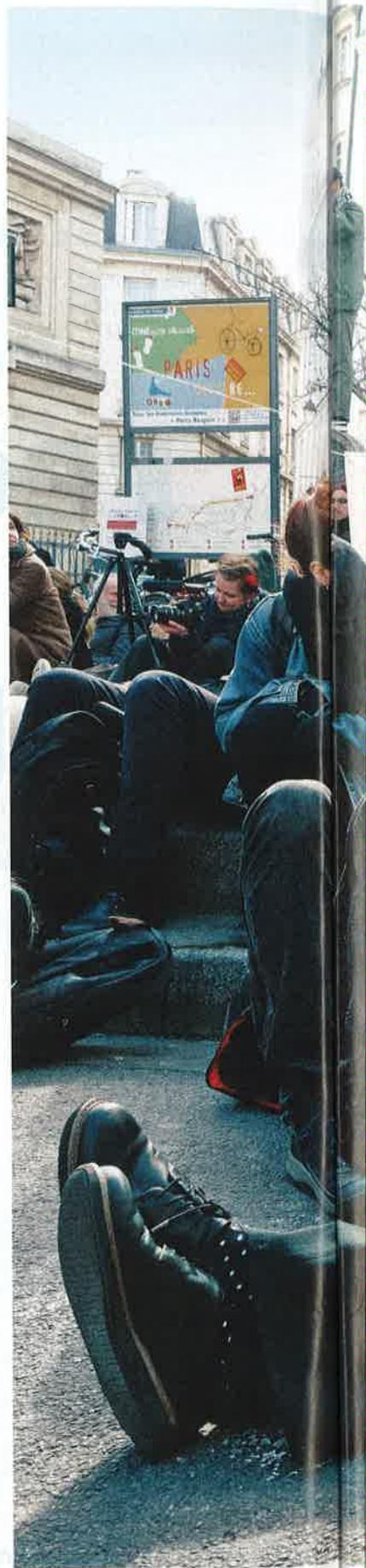
Par Judith Waintraub

Voie royale vers les grandes écoles, le cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES) se taïgue d'offrir à l'élite des bacheliers « le meilleur de l'université et de la classe préparatoire » depuis sa création, en 2012. On y entre sur dossier, en général après avoir décroché une mention « très bien » au bac. C'est ce qu'a fait Abel *, 18 ans, qui se destine à Normale sup. Il s'est inscrit dans la filière Humanités. La première année du CPES se déroule à Henri-IV, dont les prépas se classent parmi les meilleures de France. Et qu'apprend-on dans ce temple du savoir, au gré des cours d'« histoire globale » ou de « sociologie des inégalités » ? « *Qu'il existe un racisme d'Etat, qu'il faut déblanço-centrer et déseuropéano-centrer l'histoire, que la statue grecque est essentiellement*

phallocratique ou, encore, que les tableaux de la Renaissance italienne sont marqués d'un genrisme patent », raconte Abel, qui n'en est toujours pas revenu. La machine à laver les cerveaux tourne à plein régime, tant et si bien que les élèves crient spontanément à l'« appropriation culturelle » quand un prof tente de leur expliquer comment Picasso et Braque se sont inspirés des arts premiers – qu'il est politiquement incorrect d'appeler arts « primitifs »

“INDIGÉNISME”

Voyant le désarroi d'Abel, un agrégé de grec et de latin compatissant lui a donné ce conseil de survie : « *Dans des écoles d'excellence, il faut se cacher pour lire Joseph de Maistre, Taine ou Bainville.* » Car, une fois passés les très sélectifs concours de Normale sup, Sciences Po, l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), HEC ou même Polytechnique, l'endoctrinement →



BENOIT DURAND/PHANIS LUCAS



Pour une université ouverte
Contre l'augmentation
des droits d'inscription

ENSEIGNER
SANS
DISCRIMINER

Une « Marche funèbre pour l'université publique et ouverte à tous » devant le ministère de l'Enseignement supérieur, en mars dernier.

Dans les grandes écoles comme dans les facs, les réseaux gauchistes en perte de vitesse ont retrouvé de la vigueur grâce aux thèses « décolonialistes ».



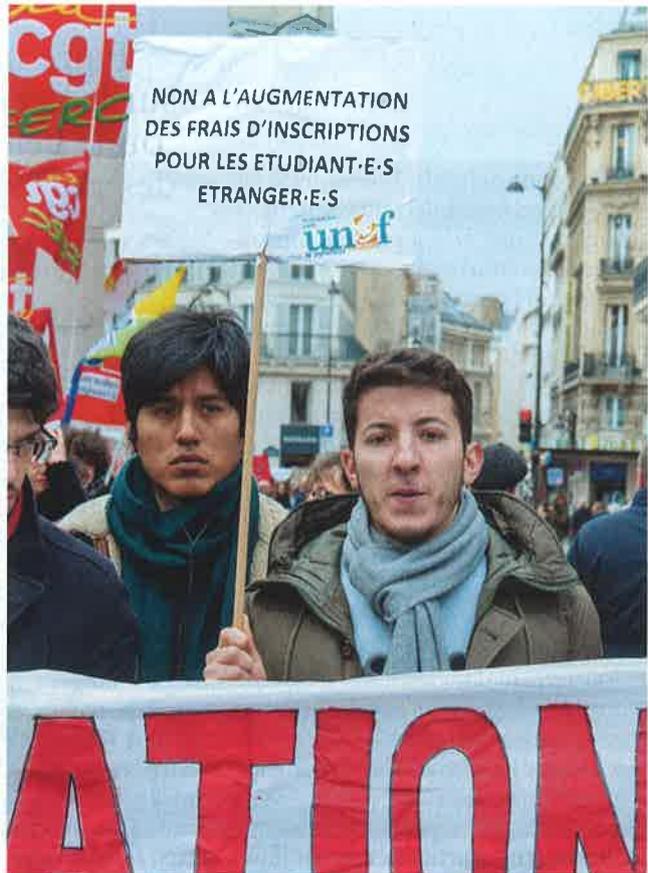
L'examen critique, principe fondateur de l'enseignement académique, s'efface de plus en plus au profit du bourrage de crâne

continue. On s'inspire des « études de genre », qui considèrent les sexes masculin et féminin comme de pures « constructions sociales », de la « laïcité inclusive » prônée par le sociologue Jean Baubérot, dont le premier objectif est de combattre l'« islamophobie », du « décolonialisme », voire de l'« indigénisme » pratiqué par le Parti des Indigènes de la République (PIR) de Houria Bouteldja, pour qui le monde se sépare entre « dominés » et « dominants ».

DE LA SÉDUCTION À L'INTIMIDATION

La stratégie à l'œuvre repose sur le principe de l'« intersectionnalité » des luttes contre les « discriminations croisées » : racisme, sexisme, homophobie, transphobie, etc. Ses adeptes propagent une vision du monde racialisée, prônent l'écriture inclusive – que le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a bannie des manuels scolaires – et la non-mixité. Quant à leurs méthodes, elles vont de la séduction à l'intimidation, en passant par toutes les formes de pression. Et ça marche ! À Sciences Po Paris, on est « fier.e.s » d'avoir inauguré en 2014, avec la bénédiction de la ministre socialiste de l'Enseignement supérieur

Geneviève Fioraso, le programme dit « Effective Gender Equality in Research and the Academia » (égalité de genre effective dans la recherche et l'Académie), issu d'un partenariat avec d'autres écoles et universités européennes. Avec 3,3 millions d'euros de budget, ce projet fait figure de modèle en matière d'« études de genre ». Il a essentiellement accouché d'une « charte pour une communication non sexiste ». La mésaventure d'Alain Finkelkraut, fin avril, est un indice parmi d'autres du climat qui s'installe dans la pépinière de la haute fonction publique française : invité par une association souverainiste maison, le philosophe s'est fait insulter par un groupuscule se revendiquant « anti-raciste », Sciences Po en lutte – Institut Clément-Méric, qui prétendait l'empêcher de tenir sa conférence. Dans un registre encore plus inquiétant, l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris a également accueilli, en octobre 2018, une journée d'études dont l'une des tables rondes, officiellement consacrée à un « état des lieux de la guerre contre le terrorisme et répercussions », avait pour modérateur Yasser Louati. Cet ancien porte-parole du Collectif



contre l'islamophobie en France (CCIF, proche des Frères musulmans) est aussi cofondateur d'un Comité justice et libertés pour tous qui, sur son site, donnait un tout autre intitulé à la table ronde organisée à Sciences Po : « Guerre contre la terreur et extrémisme d'Etat ».

PÉTITION CONTRE DANIELÈ OBONO
Sciences Po Paris, où des élèves organisèrent un « hijab day » en 2016 en distribuant des foulards pour sensibiliser leurs condisciples à « la stigmatisation des femmes voilées en France », n'est pas la seule cible des indigénistes et des islamo-gauchistes. Sciences Po Aix-en-Provence a organisé en novembre dernier, à l'initiative de sa « référente égalité », une conférence intitulée : « Un féminisme musulman, et pourquoi pas ? » La conférencière était Malika Hamidi, docteur en sociologie de l'EHESS et responsable pour la Belgique d'European Muslim Network, dont le président n'est autre que Tariq Ramadan. Le politologue François Burgat, pour qui « la violence dite islamique ne vient pas de l'islam », a enseigné à l'IEP d'Aix. Le philosophe Raphaël Liogier, persuadé que « l'is-

lamisation est un mythe », y est toujours professeur. Il est également chercheur-associé à Nanterre, où des proches du PIR ont organisé en avril 2018, en plein blocage, une conférence où ils fustigeaient l'« extrême gauche blanche » et l'« impérialisme gay ». En octobre, un séminaire sur les « normes islamiques » a été ouvert à l'EHESS par deux avocates proches du CCIF.

Dans les facs comme Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris VIII, Tolbiac, Limoges, Toulouse Jean-Jaurès, située en plein quartier du Mirail, et Lyon II, pour ne citer que les universités les plus touchées, la liste des cours, séminaires et colloques inspirés par les idées « décolonialistes » serait trop longue à dresser. La Sorbonne s'est distinguée en novembre dernier en nommant la députée France insoumise Danièle Obono au conseil d'administration d'une de ses unités de formation et de recherche (UFR) au titre de « personnalité qualifiée » extérieure. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a lancé une pétition rappelant que Danièle Obono, « proche du Parti des Indigènes de la République et de sa présidente Houria Bouteldja », avait

Les « sciences molles »,
sociologie
et histoire en tête,
sont devenues des
portes d'entrée
pour les « indigénistes »
et les islamo-gauchistes

Faire une thèse sur le décolonialisme ou le genre est l'un des plus sûrs moyens d'obtenir une allocation de recherche ou un poste

notamment défendu Dieudonné en 2015, quand il avait déclaré « *Je me sens Charlie Coulibaly* » sur Facebook après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher. La pétition a été signée par plus de 2 500 étudiants et profs de renom, mais le conseil d'administration de la Sorbonne a maintenu son choix. « *Ils ont invoqué un principe de "courtoisie académique" qu'ils auraient évidemment envoyé valser, et à juste titre, si par extraordinaire Marine Le Pen avait été nommée* », soupire Sacha Ghozlan, président de l'UEJF.

«INTERSECTIONNALITÉ»

Paris I Panthéon-Sorbonne invite régulièrement dans ses murs Kimberlé Crenshaw, l'universitaire américaine qui a inventé le concept d'« *intersectionnalité* ». En janvier, elle y a participé à un colloque international en faveur d'un « *concept critique des races* » dans lequel se sont particulièrement illustrées deux de ses collègues françaises, Stéphanie Henneke-Yaucher, de Nanterre, sur le thème « *Affaire Baby-Loup, laïcité à la française ou discrimination intersectionnelle?* », et Hourya Bentouhami, enseignante-« *chercheuse* » à Toulouse Jean-Jaurès, qui planchait sur la question « *Intersectionnalité, un outil de lutte contre les*

discriminations? ». En 2018, cette dernière, proche de Houria Bouteldja du PIR, a été nommée à l'Institut universitaire de France par arrêté ministériel, un privilège très convoité chez les universitaires puisqu'il signifie moins d'heures de cours et plus de crédits pour les recherches, sans compter une prime d'excellence scientifique d'un montant variable.

« *Les indigénistes et autres "décoloniaux" ont le vent en poupe* », constate Gilles Kepel, directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée à Normale sup et auteur de nombreux ouvrages sur l'islam politique. « *Face à eux, il y a un déni d'une partie du corps professoral et de l'administration, eux-mêmes gagnés par l'islamo-gauchisme et qui le légitiment ou qui sont plus prosaïquement intimidés.* » Ces réseaux pèsent de plus en plus dans les jurys de recrutement et les comités qui décident du financement des recherches. Bernard Rougier, directeur du centre des études arabes et orientales de

Paris III Censier, confirme que « *les postes d'islamologie, qui sont stratégiques comme lieux de production d'un discours critique sur l'islam, sont actuellement visés par des intellectuels proches des Frères musulmans* ». Leur entrisme est payant, au grand dam de Gilles Kepel : « *Au lieu de s'émanciper de la tradition, les enfants des populations immigrées, et notamment les jeunes filles, ont de plus en plus tendance à se placer en rupture avec la société française en la rejetant comme impie, dans les lieux mêmes où est censée se construire la pensée critique : l'université.* »

Et malheur aux enseignants qui tentent de lutter contre cet expansionnisme. Stéphane Dorin, professeur de sociologie à Limoges, en a fait l'amère expérience en 2017. Le laboratoire Espaces humains et interactions culturelles de la fac avait organisé un séminaire d'« *études décoloniales* » dans lequel Houria Bouteldja, égérie des Indigènes de la République, devait intervenir. Stéphane Dorin jugeait « *indigne* » qu'elle puisse « *développer ses thèses racistes, antisémites et homophobes dans l'enceinte de l'université, sans contradicteur* ». Il a rédigé une lettre ouverte contre la venue de la porte-parole du PIR, ce qui lui a valu d'être violemment attaqué sur les réseaux sociaux par une partie de ses collègues. La polémique enflant, la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal s'est décidée à réagir, par un tweet : « *Quand des thèses racistes et antisémites sont propagées en leur sein, c'est notre pacte républicain qui est menacé.* » Houria Bouteldja a été décommandée, mais l'affaire a failli coûter son poste à Stéphane Dorin. Il a été exclu du labo où il enseignait, pour des motifs qui n'avaient bien sûr rien à voir, officiellement, avec ses prises de position contre l'« *indigénisme* ». En février, le tribunal administratif de Limoges lui a donné raison en suspendant son exclusion.

HARO SUR LA MANIF POUR TOUS

Philippe Soual, lui, s'est vu retirer définitivement le cours qu'il devait donner sur Hegel à la fac de Toulouse Jean-Jaurès de novembre 2018 à mars 2019. Ce docteur en philosophie, qui ensei-



L'association Salaam Sciences Po, organisatrice du « *hijab day* », veut « *promouvoir la culture musulmane* ».

gne en université et en prépa depuis une trentaine d'années, avait eu la mauvaise idée de plancher en 2015 devant l'université d'été de la Manif pour tous sur la question : « *Qu'est-ce que l'homme ?* » Des étudiants se revendiquant « *Trans, PD, gouines, bi* » ont placardé une affichette le présentant comme un « *militant et porte-parole de la Manif pour tous* » et exigeant sa démission sur les murs de la fac. L'Union des étudiant.e.s de Toulouse, une association à la pointe des blocages locaux, a relayé l'appel sur son site Facebook. Il n'en a pas fallu davantage pour que les collègues de Philippe Soual suppriment son cours des programmes en invoquant des nécessités de « *maintien de l'ordre public* ».

Dans un autre registre, Olivier Beaud, professeur de droit public à Panthéon-Assas, vient de dénoncer la campagne d'un groupe d'universitaires et d'étudiants de l'EHESS contre leurs collègues « *coupables* » d'avoir participé au grand débat organisé le 18 mars à l'Élysée par Emmanuel Macron.

En novembre 2018, *Le Point* a publié un texte dans lequel 80 intellectuels décrivaient le « *décolonialisme* » comme une « *stratégie hégémonique* » à l'œuvre dans l'enseignement supérieur. Parmi les signataires, Elisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Pierre Nora et Mona Ozouf. Leur appel a eu bien peu d'écho, tant auprès de Frédérique Vidal (*lire p. 55*) que du corps enseignant. La ministre n'a pas eu un mot de soutien pour Laurent Bouvet, par exemple, quand ce professeur de science politique à l'université de Ver-



Toulouse Le Mirail est championne des blocages. En décembre, des lycéens y sont venus inciter les étudiants à la « *convergence des luttes* » avec les « *gilets jaunes* ».

qui le dit. » Aussitôt, l'Unef a sorti un communiqué condamnant « *un déferlement de haine raciste, sexiste et islamophobe* » et demandant que Laurent Bouvet soit sanctionné.

Une vidéo a même circulé, montrant une AG où près de 200 étudiants vociféraient « *Ta gueule, Bouvet !* » pendant de longues minutes.

« TA GUEULE, BOUVET ! »

Le politologue, cofondateur du Printemps républicain, est l'une des cibles privilégiées des indigénistes pour avoir théorisé l'« *insécurité culturelle* » française et dénoncé l'obsession raciale de la « *gauche identitaire* ». Le prési-

associations pour empêcher une représentation de la pièce d'Eschyle *Les Suppliantes* à la Sorbonne. De son côté, le CRAN (Conseil Représentatif des associations noires de France) de Louis-Georges Tin, maître de conférences à l'université d'Orléans, a appelé au boycott de la pièce. Motif : des acteurs blancs portaient des masques noirs, ce que les contestataires assimilaient à la pratique du « *black-face* » visant à ridiculiser les Noirs. Pour une fois, l'université a condamné la tentative de censure.

Face aux syndicats, c'est peu dire que l'institution académique marche sur des œufs. On se rappelle les blocages du printemps 2018 contre la réforme de l'accès à l'université et leurs 7 millions d'euros de dégâts. Les facs traditionnellement en tête du palmarès des occupations ont vaillamment défendu leur titre : Toulouse Jean-Jaurès, Nanterre, Tolbiac, Rennes II, Nantes, Bordeaux Montaigne, Montpellier... A Toulouse, l'UNI a réussi à obtenir que le tribunal administratif ordonne le déblocage des locaux occupés pendant trois mois, contre l'avis de l'administrateur provisoire de l'université. « *J'ai toujours combattu les idées de l'UNI et de la droite en général, mais ce sont eux qui nous ont sortis de cette merde !* » a

Au palmarès des blocages, les facs l'emportent nettement sur les grandes écoles, où les étudiants tiennent à la valeur de leurs diplômes

sailles-Saint-Quentin-en-Yvelines a eu l'imprudence de tweeter en mai 2018 à propos du voile islamique porté par une dirigeante de l'Unef qui commentait les blocages des facs : « *A l'Unef, la convergence des luttes est bien entamée. C'est la présidente du syndicat à l'université Paris-Sorbonne*

dent de l'université l'a assuré de sa sympathie en privé, mais n'a rien fait pour le soutenir publiquement. Aucun de ses collègues ne s'est d'ailleurs manifesté. L'Unef profite de cette lâcheté généralisée pour militer activement en faveur des thèses indigénistes. Récemment, elle s'est jointe à d'autres

Des associations de soutien aux "sans-abri" ou aux migrants ont de puissants relais dans le monde universitaire

tweeté une étudiante reconnaissante. D'une prudence de Sioux avec les bloqueurs de gauche, le ministère l'est beaucoup moins quand les fauteurs de troubles présumés n'appartiennent pas à cette mouvance. Philippe Pétel, ex-doyen de la faculté de droit de Montpellier, et Jean-Luc Coronel de Boissezon, qui y enseignait, en ont fait l'amère expérience en mars 2018. Soupçonnés d'avoir permis à un commando aux méthodes musclées d'évacuer l'un de leurs amphithéâtres, occupé par des syndicats extérieurs à la fac, ils ont été respectivement interdits d'enseignement pendant cinq ans et révoqué par la section disciplinaire de la Sorbonne. Ces décisions sont intervenues alors que Philippe Pétel et Jean-Luc Coronel de Boissezon, mis en examen, devaient être jugés au plus tôt à la fin de l'année. La ministre Frédérique Vidal a voulu frapper vite et fort dès qu'elle a eu en main le rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (IGAENR) diligenté sur les événements. En septembre, cinq membres du commando, parmi lesquels

l'un des fils du fondateur du groupuscule identitaire la Ligue du Midi, ont été mis en examen. Quant au président de l'université Philippe Augé, dont le rapport de l'IGAENR pointe pourtant le « manque de discernement », il a été réélu en janvier dernier.

Selon le rapport, des membres du Syndicat de la magistrature, opposé à la réforme de la carte judiciaire, mais aussi ceux d'un collectif de « soutien aux sans-abri » qui squattait un immeuble voisin, se trouvaient parmi les occupants. À force d'intimidations, de provocations, de menaces et de violences, les étudiants de la « corpo », opposés au blocage, ont été réduits au silence.

QUAND LYON II DÉBARQUE À L'ENS

L'irruption d'éléments extérieurs dans des facs ou des écoles peu enclines à la mobilisation se répand. L'École normale supérieure de Lyon a vu ainsi débarquer un soir de mai 2018 quelque 150 étudiants de Lyon II qui venaient occuper l'établissement, leur université ayant été fermée sur décision de la présidente pour mettre fin aux désordres. « Il y avait aussi des représentants d'as-

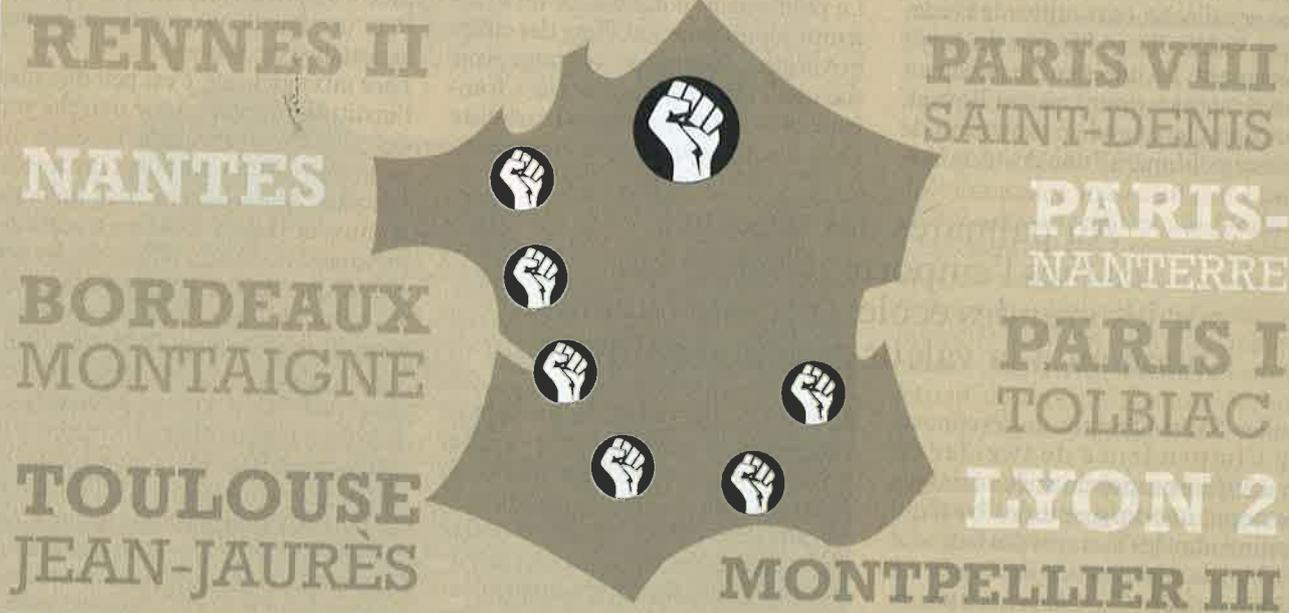
sociations promigrants, raconte un témoin, mais seulement une poignée d'élèves de l'ENS, affiliés à Solidaires. Ils ont occupé un amphi pendant une nuit, puis ils sont partis. » Un peu plus tôt, en avril 2018, un « comité ZAD » a décidé d'occuper une journée l'EHESS, boulevard Raspail, à Paris, pour protester contre l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes, qui avait eu lieu la veille. En décembre, de nouvelles opérations de blocage ont été lancées, cette fois contre la décision du gouvernement d'augmenter les frais d'inscription des étudiants étrangers extra-européens. Opposés à la hausse, plus d'une dizaine de présidents d'université ont utilisé une faille juridique pour ne pas l'appliquer. De son côté, Frédérique Vidal a reculé en excluant les doctorants et les étudiants déjà inscrits de la mesure. La révolte qui grondait s'est apaisée... jusqu'à la prochaine fois. ■

Judith Waintraub

* Le prénom a été changé.

Sortir du chaos, de Gilles Kepel, Gallimard (2018), 528 p., 22 €. *Qu'est-ce que le salafisme ?*, de Bernard Rougier, PUF (2008), 224 p., 19,50 €. *La Nouvelle Question laïque*, de Laurent Bouvet, Flammarion (2019), 336 p., 18 €.

LES FACs "CHAMPIONNES" DES BLOCAGES



Frédérique Vidal

“LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE EST UN FONDEMENT DE L’UNIVERSITÉ”

La ministre de l’Enseignement supérieur relativise les maux dont souffrent les grandes écoles et les facultés.



LE FIGARO—Des blocages à répétition affectent toujours les mêmes facs. Que dites-vous aux étudiants qui en sont les victimes ?

FRÉDÉRIQUE VIDAL—Il faut relativiser ce que l’on appelle des « facs bloquées ». Très souvent, ce sont des mouvements contenus, dont on parle beaucoup mais qui ne concernent que quelques départements, voire quelques disciplines particulières au sein des universités. L’important, c’est que nous garantissons que tous les étudiants puissent rattraper les cours qui n’ont pas eu lieu et passer des examens sans que la valeur des diplômes soit remise en cause par ces phénomènes de blocage. C’est ce que nous faisons dans l’immense majorité des cas, en lien avec les présidents d’université qui, je le rappelle, sont les seuls à pouvoir réquisitionner les forces de l’ordre dans leur établissement.

Les auteurs de dégradations du printemps dernier ont-ils été retrouvés et poursuivis ?

Des plaintes ont été systématiquement déposées par les présidents et chaque fois que des responsables ont pu être identifiés, ils ont été sanctionnés. A Nanterre, des étudiants ont été interdits de campus. Dans d’autres établissements, des éléments extérieurs se sont introduits, parfois porteurs de cagoules, qu’il n’a pas été possible de retrouver. Les universités sont historiquement des lieux ouverts. Chacun doit pouvoir y entrer et assister à un cours. Il faut faire attention à ne pas refermer l’université sur elle-même parce qu’il s’y produirait des incidents. Certains sont très graves, mais ils sont assez rares en nombre pour ne pas remettre en cause l’équilibre entre la sécurité, notamment en période Vigipirate, et l’ouverture.

Le « politiquement correct » à l’américaine, avec ses notions de race et de genre, est-il en train de conquérir l’en-

seignement supérieur, comme le craignent les 80 intellectuels qui ont dénoncé l’an dernier, dans « Le Point », la stratégie hégémonique du « décolonialisme » ?

La liberté académique de pouvoir tout interroger est l’un des fondements de l’université. Elle a des racines constitutionnelles. Par exemple, il y a actuellement des équipes de recherche qui analysent le phénomène des « gilets jaunes ». D’autres travaillent effectivement sur les mouvements décolonialistes, mais comme objets d’études : elles ne les génèrent pas. Cela peut paraître difficile à comprendre pour qui ne participe pas aux débats scientifiques dans les universités : quand vous voyez des cours qui portent sur la « race » ou le « genre », vous pourriez en déduire qu’on apprend les races et les genres à l’université, alors qu’il s’agit au contraire presque toujours de déconstruire ces notions et de lutter contre les conséquences de leur utilisation. Ce que les intellectuels que vous citez redoutent, c’est l’instrumentalisation de la crédibilité universitaire, de ses professeurs ou de ses locaux à des fins militantes ou idéologiques. Et ils ont raison : l’idéologie peut être le pire ennemi

d’une réflexion universitaire. Il faut donc veiller en permanence à préserver le caractère contradictoire du débat et là-dessus, je suis intraitable. Par ailleurs, chaque fois qu’il y a des débordements, je délègue une inspection générale pour voir ce qu’il se passe concrètement dans l’établissement concerné et nous prenons des sanctions le cas échéant. Mais au regard des dizaines de milliers d’heures de cours dans les facs et les écoles, les suspicions de dérive sont rarissimes.

Pourquoi ne pas avoir interdit l’écriture inclusive dans le courrier administratif universitaire, comme l’a fait votre collègue Jean-Michel Blanquer à l’Education nationale ?

L’Education nationale s’occupe de mineurs et l’enseignement supérieur, sauf exceptions, de majeurs, donc d’individus libres et responsables. Cela fait une profonde différence. Le rôle de la ministre de l’Enseignement supérieur, ce n’est pas d’intervenir dans les choix lexicaux, mais plutôt de coordonner les actions permettant de renforcer l’égalité, par exemple en agissant pour briser le plafond de verre qui conduit tant de femmes maîtres de conférences à ne jamais devenir professeur.

Quelle est votre position sur le port du voile islamique par des étudiantes ?

Pragmatique, et nourrie par mon expérience de professeur à l’université : en travaux pratiques, où le port du voile, comme d’ailleurs les cheveux longs non attachés, pouvait poser des problèmes de sécurité, je l’expliquais. Ça permettait de dégonfler le sujet sans poser de problème. Je n’ai jamais vu autant d’étudiantes voilées à l’université qu’à l’époque où la question a été posée sous une forme polémique. Pour moi, l’important, c’est que ces jeunes femmes réussissent à l’université. ■

Propos recueillis par J. W.